ainsi que par l'instauration de fait d'une situation de loi martiale visant à faciliter la répression brutale de la population noire,

Profondément préoccupée par la vague de nouvelles arrestations et de détentions arbitraires de dirigeants et de militants d'organisations de masse dans le pays, ainsi que par la fermeture de plusieurs écoles et universités,

Convaincue que la persistance avec laquelle l'Afrique du Sud fait fi des résolutions de l'Organisation des Nations Unies et sa volonté d'imposer la prétendue "nouvelle constitution", qui a été rejetée, conduiront inévitablement à une nouvelle aggravation de la situation déjà explosive régnant en Afrique du Sud et auront de lourdes conséquences pour l'Afrique australe et pour le reste du monde.

1. *Réitère son rejet* de la prétendue "nouvelle constitution", qu'elle tient pour nulle et non avenue;

2. *Déclare* que la vague actuelle de violence et de meurtres de manifestants sans défense et de travailleurs en grève est la conséquence directe du fait que la prétendue "nouvelle constitution" est imposée par le régime raciste sud-africain;

3. *Condamne* le régime raciste sud-africain pour la façon dont il brave les résolutions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies et persiste à renforcer encore l'*apartheid*, système qui constitue un crime contre l'humanité et une menace contre la paix et la sécurité internationales;

4. *Condamne en outre* les massacres dont la population opprimée continue d'être victime ainsi que l'arrestation et la détention arbitraires de dirigeants et de militants d'organisations de masse et exige leur libération immédiate et inconditionnelle;

5. *Rejette* tout prétendu "règlement négocié" fondé sur la création de bantoustans ou sur la prétendue "nouvelle constitution";

6. *Réaffirme* que seules l'éradication totale de l'*apartheid* et l'instauration d'une société démocratique sans distinction de race et fondée sur le principe du gouvernement par la majorité, grâce au plein et libre exercice du suffrage universel des adultes dans une Afrique du Sud unie et non fragmentée, peuvent conduire à une solution juste et durable de la situation explosive régnant en Afrique du Sud;

7. *Prie instamment* tous les gouvernements et toutes les organisations, agissant en coopération avec l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation de l'unité africaine, de prendre des mesures appropriées, en application de la présente résolution, afin d'aider le peuple opprimé d'Afrique du Sud dans sa lutte légitime pour la libération nationale;

8. *Prie* le Conseil de sécurité d'examiner d'urgence la situation grave régnant en Afrique du Sud du fait que la prétendue "nouvelle constitution" y est imposée et de prendre toutes les mesures nécessaires, conformément à la Charte des Nations Unies, afin d'éviter une nouvelle aggravation de la tension et des conflits en Afrique du Sud et dans l'ensemble de l'Afrique australe.

13^e séance plénière
28 septembre 1984

⁵ Documents officiels de l'Assemblée générale, trente-neuvième session, Annexes, point 3 de l'ordre du jour, document A/39/574.

⁶ Ibid., document A/39/574/Add.1

⁷ A/39/562-S/16775, annexe. Pour le texte imprimé, voir Documents officiels du Conseil de sécurité, trente-neuvième année, Supplément de juillet, août et septembre 1984, document S/16775, annexe.

39/3. Pouvoirs des représentants à la trente-neuvième session de l'Assemblée générale

A

L'Assemblée générale

Approuve le premier rapport de la Commission de vérification des pouvoirs⁵.

32^e séance plénière
17 octobre 1984

B

L'Assemblée générale

Approuve le second rapport de la Commission de vérification des pouvoirs⁶.

102^e séance plénière
17 décembre 1984

39/4. La situation en Amérique centrale : menaces contre la paix et la sécurité internationales et initiatives de paix

L'Assemblée générale,

Rappelant la résolution 530 (1983) du Conseil de sécurité, en date du 19 mai 1983, par laquelle le Conseil a encouragé les efforts du Groupe de Contadora et lancé un pressant appel à tous les Etats intéressés, à l'intérieur et à l'extérieur de la région, pour qu'ils coopèrent pleinement avec ledit Groupe, au moyen d'un dialogue franc et constructif, de manière à résoudre leurs différends,

Rappelant sa résolution 38/10 du 11 novembre 1983, dans laquelle elle a notamment exprimé son appui le plus énergique au Groupe de Contadora et l'a instamment prié de persévérer dans ses efforts avec l'appui effectif de la communauté internationale et la coopération loyale des pays à l'intérieur et à l'extérieur de la région,

Prenant note avec satisfaction des résultats obtenus grâce aux efforts du Groupe de Contadora, notamment l'Accord de Contadora pour la paix et la coopération en Amérique centrale du 7 septembre 1984⁷,

Considérant que l'Accord de Contadora est l'aboutissement d'un processus de consultations et de négociations intensives entre les Gouvernements du Costa Rica, d'El Salvador, du Guatemala, du Honduras et du Nicaragua, sous l'égide du Groupe de Contadora,

Considérant également que l'Accord de Contadora constitue une étape essentielle du processus de négociation, en ce sens qu'il ouvre la voie à la détente, à une paix durable et au développement économique et social dans la région,

Prenant acte du rapport présenté par le Secrétaire général en application de la résolution 38/10 de l'Assemblée générale⁸,

1. *Demande instamment* à chacun des cinq gouvernements d'Amérique centrale d'accélérer ses consultations avec le Groupe de Contadora de sorte que le processus de négociation aboutisse rapidement à la signature de l'Accord de Contadora pour la paix et la coopération en Amérique centrale, ce qui facilitera l'application intégrale des engagements prévus dans l'Accord et l'entrée en vigueur des mécanismes d'exécution et de suivi;

⁸ A/39/562-S/16775. Pour le texte imprimé, voir Documents officiels du Conseil de sécurité, trente-neuvième année, Supplément de juillet, août et septembre 1984, document S/16775.